

L'INFO DES 18-35 ★ JAN N°09 2008

Curieux

LE MAG DES ÉTUDIANTS DE NOUVELLES



Bourse

Le cercle infernal

Gouvernement Prodi

Corruption et démission

Louis Cazenave

Mort d'un poilu

DEPRESSION

**Bourse, fonctionnaires, banlieues...
malaise passé ou crise durable?**



Sous le béton, le plan

→ par **Stéphanie Roque**

Fadela Amara à Vaulx-en-Velin. La venue d'une secrétaire d'Etat issue de l'immigration dans le bastion des émeutes de 1990 est tout un symbole. Pourtant, dans les quartiers, on attend toujours de voir. Voir plus loin que ces cages de béton, ces cités dortoir comme les décrivait Pierre Tchernia au début des années 60.



Le plan banlieue de Fadela Amara sera présenté le 8 février

Fadela Amara, chapeauté par Christine Boutin, ministre du logement, est venue présenter les grandes lignes de son plan « espoir banlieue » au centre culturel de Vaulx-en-Velin. Une énième tentative après 20 ans d'infructueux essais. Dans les cités, on reste perplexe quand on n'y croit tout simplement plus.

Au coeur des cités

« C'est comme si on donnait un sandwich à un SDF qui n'a pas de dents ». Grande admiratrice de la métaphore, Jessie Lepoivre n'en est pas moins une femme de terrain. Celui des quartiers sensibles comme l'on dit et des halls d'immeuble insalubres. Membre de l'association ADAM (aide aux devoirs et à l'animation des Moulins) à Nice, elle ne se veut pas dupe des manœuvres électorales. Les gouvernements et les promesses ont beau se succéder, « sur le terrain rien ne change

vraiment ». Et quand on lui parle d'une école de la 2ème chance, proposée de concert par Fadela Amara et Valérie Pécresse, elle réagit spontanément : « cela n'existe pas déjà ! ». Avant de renchérir : « pour revendiquer le droit à réformer, il faut connaître le terrain, y vivre. Et je ne suis pas persuadée que Fadela Amara vive dans un HLM ». Indécrottable Jessie. Rompue à la politique et à ses joutes incessantes. Les actes, elle préfère les juger a posteriori. Que ce soit Amara ou une autre, elle n'y croit pas trop. « C'est parce qu'elle a un nom à consonance maghrébine qu'elle devrait forcément être la femme de la situation ».

«Les gens ne mordent pas»

Ce qu'elle souhaite dans ces quartiers dits difficiles, c'est du temps, de l'envie et...de l'argent bien sûr. Cela tombe bien puisque la secrétaire d'Etat à la ville compte débloquer 1 mil-

liard d'euros. « Nous sommes actuellement 8 salariés pour 30 bénévoles. Sans le volontariat, nous ne serions rien. De l'argent, il nous en faut toujours. Il y a tellement à faire ». A l'ADAM, au cœur du quartier sensible des Moulins, Jessie et son équipe écoutent, conseillent, éduquent aussi. Bref, s'investissent. « Ces gens-là requièrent de l'attention, comme tout le monde. Et ce n'est pas forcément de l'argent qu'ils demandent, mais juste un peu de temps et quelques conseils pratiques. Certains ne parlent même pas français». Alors Jessie demande à voir. Même si le mal semble plus profond que cela. «Dans les cités, les gens ne mordent pas. Il faut venir voir comment cela se passe». Nicolas Sarkozy dévoilera officiellement ce plan de la dernière chance le 8 février prochain. Mais pour Jessie, comme pour des milliers d'autres, sur le terrain, le combat continue.

Le plan Amara

→ Par **S. R.**

Fadela Amara a officiellement annoncé les grandes lignes de son plan «espoir banlieue». Un plan attendu tant par son contenu que par les quelques failles qu'il a laissé apparaître au sein du duo Boutin-Amara. Ainsi, c'est Christine Boutin, la ministre du logement, qui a devancé sa cadette au pupitre à Vaulx-en-Velin. Et si elles ne semblent toujours pas s'être mises d'accord sur l'intérêt de traiter les quartiers dans une politique de globalisation ou pas, les deux femmes ont ratifié d'une même main les points essentiels du projet.

Un milliard d'euros vont être débloqués pour désenclaver une cinquantaine de quartiers. De l'aveu même de Fadela Amara, «le but est de créer 45 000 emplois sur les 3 prochaines années et de baisser d'au moins 40% le nombre de jeunes chômeurs». Un sacré pari.

Elle souhaite aussi un renforcement du binôme maire-préfet avec une décentralisation des pouvoirs et des moyens. «Le maire est le meilleur acteur de la proximité». Quant à la fiscalité, elle la souhaite plus souple. « Il faut poser le débat de la réforme de la fiscalité locale et de la dotation de solidarité urbaine (DSU). Le chantier est lancé pour le symbole des quartiers.



Un service minimum!

→ par **Laurène Guillaume**

La fonction publique appelle à la grève ce jeudi 24 Janvier. Avec pour revendication : la hausse des salaires et le désaccord sur les suppressions de postes prévues cette année. Dès lors, Xavier Darcos, le ministre de l'éducation nationale, propose d'instaurer un service minimum dans les établissements primaires et élémentaires.



Les classes risquent d'être vides jeudi

La fonction publique en grève! Syndicats, force ouvrière, tous invitent les salariés du privé à participer à cette journée de mobilisation, le jeudi 24 Janvier. Leurs revendications : la hausse de leurs salaires et la suppression de près de 23.000 postes cette année. Face à cette situation, le gouvernement décide alors d'instaurer un service minimum dans les écoles primaires et élémentaires. Service organisé par chaque mairie adhérent à cette décision. En effet, c'est le personnel municipal qui encadre les enfants. Agents d'entretien, technicien de surface, surveillants, ...ils

n'ont pas forcément le BAFFA mais pour une journée ils ont la responsabilité de surveiller ces petits. Au total 1.631 communes appliquent ce service minimum. Toutes, plutôt cataloguées à droite.

A droite toute !

C'est en début de semaine que le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, a annoncé la mise en place du service minimum dans les écoles primaires et élémentaires ce jeudi (24 janvier). Cette date correspond à la grève dans la fonction publique prévue depuis quelques temps. Bien sûr, ce service minimum n'est pas obligatoire. Mais indispensable pour les villes qui veulent faire bonne figure. Sans surprises, ce sont les communes à tendance politique de droite qui s'empressent de mettre en place ce service. Cannes, Nice, Marseille, Caen, ...toutes refusent de s'opposer au gouvernement. Quant aux villes de gauche, peu s'engagent. Dans un premier temps Chambéry accepte, puis se retracte. Paris,

Lyon et des dizaines de municipalités d'opposition ont fait savoir qu'elles s'y refusaient. De plus, beaucoup de maires, réticents, préfèrent rester discrets. Le ministre, Xavier Darcos, a précisé que «si ça ne marchait pas», il pourrait «aller plus loin, en demandant aux professeurs de se déclarer grévistes deux jours avant» pour simplifier l'organisation en mairies.

Son fonctionnement

Jeudi, donc, tous les enfants seront présents. Mais l'école se transformera en garderie, puisque tous les enseignants seront en grève. Déjà, dès l'annonce de ce service minimum, le 8 janvier dernier, les réactions étaient vives. Avant sa mise en place, le ministre avait promis une concertation, mais au lieu de ça, les maires et les syndicats enseignants l'ont appris par la presse. Une annonce qui a probablement incité certaines communes à ne pas accepter le service minimum. Le fonctionnement est simple. Chaque municipalité se voit proposer de signer

pour une durée de trois ans une convention avec le ministre. Le but : assurer un service minimum dans le primaire pendant les grèves, avec du personnel municipal. L'Etat indemnise les communes avec la somme retenue sur les salaires des enseignants grévistes, ce qui correspond à 90 euros pour 15 enfants gardés.

Les risques

Une annonce qui ne satisfait pas tout le monde. Alors que pour certains parents c'est «une solution très pratique», d'autres redoutent le «manque d'expérience» de l'encadrement. En effet, aucun BAFFA, aucun animateur de centre loisirs...seulement du personnel municipal. Si l'enfant se blesse, comment réagir? Mme Gigot, agent d'entretien dans l'école primaire de St Roch à Nice, encadrera les enfants jeudi; Et elle ne panique pas : «Si cela arrive et bien j'appelle les pompiers ou le Samu». Rassurant...

Nice : bon élève

→ Par **L. G.**

Avis aux parents : la journée de jeudi s'annonce mouvementée! Tout comme Cannes, Nice applique le service minimum. Chaque école primaire et

élémentaire prendra en charge les enfants aux heures habituelles de cours.

Si ce choix est approuvé par la ville, l'école primaire St Roch est plus réticente : «Cette décision a été prise dans l'urgence et nous sommes obligés de l'appliquer» avoue le

directeur M.Gallizia. Soucieux et professionnel, il s'inquiète avant tout pour «la sécurité des enfants. L'encadrement des élèves est assuré par le personnel municipal, c'est-à-dire des agents d'entretien. J'aurais préféré que ce soit des personnes expérimentées, comme

celles ayant le BAFFA, ou des animateurs de centre de loisirs!».

Quoiqu'il en soit, rassurez-vous, les enfants seront encadrés par des adultes. Et si besoin est, la mairie enverra des personnes supplémentaires pour les aider.



Krach 40 ?

→ par **Georges Quirino-Chaves**

C'est la panique sur toutes les places boursières mondiales. La crise économique, issue de celle des subprimes aux Etats-Unis cet été, menace désormais le monde entier et les solutions proposées ne suffisent pas à rassurer les investisseurs.



Réveil difficile sur les places boursières mondiales

Les marchés financiers ont connu ce qu'on peut appeler un lundi noir ce 21 janvier. Aucune place financière n'a échappé à la chute. Près de 7 % de baisse pour le CAC 40. Sous la barre des 4600 points. Du jamais vu depuis le 11 septembre 2001.

De toute évidence, les marchés ne croient pas au plan de relance annoncé en fin de semaine dernière, par le président américain George W. Bush. 140 milliards de dollars n'auront donc pas suffi à rassurer les marchés. Tout comme l'annonce de la Réserve fédérale américaine d'abaisser son taux directeur à 3,50%. Mais les mesures annoncées restent trop

vagues au goût des investisseurs, frappés par la crise des subprimes.

Ettouffés par les remboursements de leur crédit, de nombreux ménages américains ont en effet perdu leur maison, et ont entraîné avec eux banques et organismes de crédit. Forcés de trouver des liquidités, ces derniers ont alors puisé dans leur portefeuille d'actions. Des titres revendus sur les marchés financiers et qui alimentent désormais ce que l'on pourrait presque appeler un «krach» boursier. Et c'est ainsi que les difficultés américaines affolent les marchés en Asie ou encore en Europe. Car ce qui fait peur aux places boursières

mondiales, c'est la possibilité d'une récession aux Etats-Unis.

Répercussions mondiales

Une crainte qui paralyse les marchés, notamment en Asie donc. Car la croissance asiatique résulte presque essentiellement des exportations. Les grands groupes automobiles et électroniques dépendent du marché nord américain pour plus de la moitié de leurs bénéfices globaux. Donc si la demande américaine baisse, la croissance va forcément en être victime. Ce qui explique la panique des investisseurs.

En France, la part des exportations vers les Etats-Unis est très faible. Même si la demande américaine baisse, l'impact sera assez limité sur les entreprises françaises. En revanche, la crainte vient des banques. Toutes présentes aux Etats-Unis, les banques françaises ont été affectées par la crise et leurs cours

de Bourse se sont effondrés. Or, une banque en difficulté prête moins facilement à ses clients. Le recours à l'emprunt devient alors plus coûteux et la consommation en pâtit, tout comme les investissements. La croissance risque donc d'être plus faible que ne l'avait prévu le gouvernement. Aux alentours de 2%.

Le président du Fond monétaire international, Dominique Strauss-Kahn, lui, ne cache pas ses craintes. «Nous sommes assez inquiets de la situation actuelle. Il y a un risque sérieux», a-t-il avoué. D'autant que l'annonce future de plusieurs banques américaines de leurs chiffres pour l'année 2007 ne risque pas de pousser les investisseurs à l'optimisme. Les grands patrons et dirigeants politiques qui se réunissent ce mercredi à Davos, au Forum économique mondial, auront du pain sur la planche.

Les précédents krachs

→ Par **G. Q.-C.**

- la crise de 1929: c'est le krach le plus retentissant de la période moderne. Les cours des titres dans le monde entier s'effondrent entraînant avec

eux l'économie mondiale. Elle marque le début de ce que l'on appellera «la Grande dépression», la plus grande crise économique du XXème siècle. Cette recession économique servira aux thèses nationalistes du régime fasciste en Allemagne. La bourse mettra 25 ans à retrouver son niveau

d'avant-krach.

- le krach d'octobre 1987: le lundi noir. Le 19 octobre, la Bourse de New York s'effondre de 22,6 %. La plus importante baisse jamais enregistrée sur un marché d'actions. Une crise due à la remontée vive des taux d'intérêt.

- le krach russe : la chute du mur du berlin a montré les difficultés dans lesquelles la Russie et l'Asie étaient plongées. En 1998, l'Asie subit un krach boursier dont les déclencheurs ont sans nul doute été un endettement massif et des problèmes de remboursement.



Le luxe paie l'addition

→ par **Nadia Becir**

La ministre de la culture envisage d'instaurer une taxe supplémentaire de 2 euros sur les nuits d'hôtels de luxe. Son but, financer la restauration du patrimoine français. Dans les palaces niçois, cette proposition déclenche de vives polémiques.



Le Palace du Negresco, sur la Promenade à Nice

Wilkommen and Bienvenue, Welcome» sur la Côte d'Azur. Le plat du jour : une taxe ! C'est désormais à cela que doivent s'attendre les touristes. Leur note d'hôtel s'apprête à gonfler pour le bien des monuments français. Une charge qui, de l'avis des hôteliers, ressemble à du racket.

«Les moyens budgétaires actuels ne permettent pas de transmettre dans un bon état de conservation notre patrimoine aux générations futures», explique la ministre de la culture. «Et, deux euros, c'est la moitié du coût d'un soda pris dans le minibar de la chambre.»

Une «contribution» forcée qui pourrait rapporter jusqu'à 50 millions d'euros. Même si cette prestation supplétive n'est qu'à l'étude, les représentants des grands hôtels niçois regrettent déjà que la

ministre ait eue cette idée.

«L'hôtellerie n'est pas une vache à lait»

«C'est aux communes et à l'Etat de financer la restauration du patrimoine, pas aux touristes. L'hôtellerie n'est pas une vache à lait !». Mr Richomme, membre de la direction du West End, 4 étoiles de la promenade des Anglais, est aigri. «Même si cette taxe ne nous fera pas perdre de clients, elle sera un frein supplémentaire. Nous n'avions pas besoin de cela.» Même son de cloche au Westminster Concorde. «La Ministre n'y connaît rien à l'hôtellerie, avance Françoise Glineur, responsable de l'hébergement. Ce n'est pas parce que nous sommes des hôtels de luxe que l'on peut distribuer de l'argent comme ça. Si nous sommes dans le haut de gamme c'est parce que l'on se donne les moyens de l'être.

Contrairement aux hôtels «de base», nous avons plus de charges. Ce n'est pas la peine de nous en rajouter. Nous ne sommes pas des collecteurs d'impôts !».

Les touristes, pas les seuls taxés

«Cette taxe est une charge supplémentaire pour nous. Nous devons tout le temps nous justifier. Les faveurs commerciales que nous pouvons faire à certains clients seront passées à la loupe. Encore plus de comptes à rendre et dans tout les cas, si un client part sans payer cette charge, l'hôtel devra le faire à sa place», poursuit Mme Glineur. Cette taxe est fortement rejetée par les «désignés volontaires» au financement de cette restauration. Des cibles dont le nombre pourrait augmenter. Casinos et jeux de loterie devraient participer à ce financement.

Taxez-moi ! ... ou pas ?

→ Par **N. B.**

Ne cherchez plus la mode automne-hiver 2008, Christine Albanel l'a trouvée : la taxe !

Une première est apparue discrètement, celle sur les produits électroniques. Cette taxe, plafonnée à 1%, a fait son apparition alors que les médias se focalisaient sur les charges attribuées aux chaînes privées. Elles partagent pourtant une même mission : celle de financer, en partie, la disparition de la publicité sur les chaînes de France Télévision.

Dernière en date, celle visant à financer la restauration du patrimoine français infligée aux hôtels de luxe (au moins quatre étoiles). Principales victimes, les touristes. «C'est une clientèle étrangère pour 60 à 70% qui vient souvent précisément pour notre patrimoine», souligne Christine Albanel. Cependant, dans tous les cas, ce sont les consommateurs qui devront passer à la caisse, une fois de plus.

Une multiplication des taxes qui peut en énerver plus d'un. Mais entre l'impôt et la taxe, la peste et le choléra, la ministre de la culture et de la Communication a choisi... ce sera la peste, les taxes. Qui a dit que la mode faisait l'unanimité ?



Scrutin décisif

→ par **Pierre Portelance**

Le candidat ultranationaliste, Tomislav Nikolic est arrivé en tête après le premier tour des élections présidentielles serbes. Avec près de 40% des suffrages, le candidat du parti radical serbe (PRS) devance le président sortant Boris Tadic (35,41%). Pour autant, le deuxième tour programmé le 3 février s'annonce serré.



Nikolic : un succès à confirmer ?

La Serbie va-t-elle tourner le dos à l'Union Européenne ? C'est l'un des enjeux majeurs du second tour des élections présidentielles serbes. Dimanche dernier, Tomislav Nikolic, le candidat ultranationaliste favorable à un rapprochement avec la Russie est arrivé en tête du scrutin avec 39,96%. Le 3 février prochain, il affrontera le président sortant Boris Tadic, crédité de 35,41%. Les résultats ont été confirmés par la commission électorale du pays (RIK) qui a, par ailleurs, indiqué que la participation avait atteint 61,04%.

Un taux record, supérieur à la présidentielle de 2000, l'année de la défaite de Slobodan Milosevic.

Les reports de voix vont s'avérer cruciaux. Arrivé en troisième position, Velimir Illic (7,6%), le candidat soutenu par le Premier ministre Vojislav Kostunica, se pose en arbitre du duel. De même le positionnement des deux candidats sur l'intégration de la Serbie à l'Union Européenne et l'indépendance du Kosovo sera décisif.

L'écart entre les deux prétendants à la présidence est conséquent, mais semblable à celui de 2004. Boris Tadic avait alors réussi à inverser la tendance au prix de discours mettant en garde sur le retour possible à l'époque de Milosevic.. Une stratégie payante qu'il compte réitérer cette fois-ci pour s'imposer. Dès dimanche soir, le président sortant a appelé les Serbes à se mobiliser «pour démontrer que la Serbie ne renonce nullement à son

cap européen». Boris Tadic reste favorable à une adhésion de Belgrade à l'Union Européenne, même si le déclenchement du processus d'intégration continue d'être conditionné (voir encadré).

Kosovo : un enjeu du scrutin

De son côté, Tomislav Nikolic passe davantage pour un eurosceptique. «Si l'Union Européenne veut ouvrir ses portes et ne plus imposer d'obstacles, nous serons heureux d'adhérer à l'UE», a-t-il déclaré, dimanche. Mais, durant la campagne, le candidat du parti radical serbe s'est dit favorable à un rapprochement avec Moscou et à un équilibre des relations Est-Ouest. De même, Tomislav Nikolic a atténué son discours nationaliste pour séduire l'électorat modéré.

La reconnaissance prochaine de l'indépendance du Kosovo pourrait entraîner un regain de nationalisme chez les

Serbes. Ils considèrent ce territoire comme le berceau de leur culture. Cette province du sud de la Serbie, administrée depuis 1999 par les Nations Unies, est peuplée en majorité d'Albanais. Les Etats-Unis et la plupart des pays de l'Union Européenne se sont déjà prononcés en faveur de sa souveraineté. Les Occidentaux souhaitent que cette annonce intervienne après les présidentielles serbes dès février. Boris Tadic et Tomislav Nikolic y sont opposés. Néanmoins le président plaide pour la signature d'un Accord de stabilisation et d'association (ASA). «Je ne permettrai pas que nous replongions vers les années 1990. Je ne renoncerai pas à la lutte pour le Kosovo, pas plus qu'à la lutte pour un avenir européen». Le gouvernement serbe a adopté un plan d'action en cas de déclaration d'indépendance avec notamment : suspension des livraisons d'électricité et embargo commercial. Les Serbes décideront de leur avenir le 3 février.

Inarrêtables ?

→ Par **P. P.**

Outre l'indépendance du Kosovo, Bruxelles a conditionné l'entrée de la Serbie au sein de l'UE à l'arrestation de Ratko Mladic et Radovan Karadzic. Les

deux ex-chefs des Serbes en Bosnie ont été inculpés de génocide et de crimes contre l'humanité. Ils sont accusés d'avoir fait massacrer entre 7000 et 8000 Bosniaques à Srebrenica, en juillet 1995. Selon les enquêteurs, ils bénéficieraient de la complicité de dirigeants serbes, mais

aussi de nombreux militaires restés fidèles à leurs anciens chefs. Le nouveau procureur en chef du tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie, Serge Brammertz, (ndlr : il a remplacé Carla Del Ponté, le 1er janvier 2008) a fait de la capture de ces fugitifs

une des ses priorités. Le temps presse néanmoins. Conformément au souhait du Conseil de sécurité de l'ONU, le TPIY fermera ses portes d'ici à 2010. Ratko Mladic et Radovan Karadzic ne pourront plus être inquiétés par la justice européenne.



Au bord de la crise

→ par **Marie-Sophie Canto**

Un ministre de la justice démissionnaire, un gouvernement sans majorité, l'Italie est une fois de plus au bord de la crise politique. Entre corruption et incohérences étatiques, l'Italie parviendra-t-elle un jour à se démarquer de son passé ?



Accusé de corruption, Clemente Mastella a confirmé son départ

Romano Prodi a décidé de soumettre son gouvernement à un énième mais risqué vote de confiance. Une décision qui intervient après la démission de Clemente Mastella, ministre de la justice. En 2008, l'Italie n'a toujours pas fini de se chercher. Depuis plus de 15 ans, en politique, elle passe allègrement de droite à gauche, avec la même ferveur, mais la même perte de vitesse aussi. A chaque fois qu'un espoir semble renaître, quelques mois de gestion suffisent à l'anéantir. Instabilité institutionnelle, corruption ou encore incompétence étatique viennent à bout de toute bonne intention et les crises gouvernementales se succèdent à un rythme effréné.

Des crises institutionnelles

«Une camisole de force.» La gauche ne s'était pas trompée en qualifiant ainsi la nouvelle loi électorale adoptée fin 2005. Fini le scrutin majoritaire en vigueur depuis

1994 qui assurait une certaine stabilité institutionnelle. La proportionnelle redevient la règle, l'instabilité aussi. A la chambre des députés, la proportionnelle est «corrigée» : la coalition de centre gauche dispose d'une prime de majorité qui lui confère 340 députés contre 277 pour le centre droit. Au Sénat, en revanche, la proportionnelle est intégrale. Résultat, l'Unione ne peut compter que sur un sénateur d'avance par rapport à la Casa della Libertà. Faute d'avoir une majorité stable, le chef du gouvernement italien peut donc difficilement mener à bien sa politique. Ainsi, en plus de 50 ans, seul un président du Conseil a réussi à se maintenir au pouvoir pendant toute la durée d'une législature : Silvio Berlusconi, entre 2001 et 2006.

Entre corruption et incompétence

En 1980, lors d'un débat parlementaire sur le versement de pots-de-vin à la Démocratie

Chrétienne, Leonardo Sciascia avait dénoncé le caractère organisé, répandu et presque public de la corruption politique, ainsi que le ton hypocrite de la discussion. D'ailleurs, en répondant à un sondage effectué en 1985, une large majorité d'Italiens déclarait considérer très ou assez préoccupants les problèmes de corruption et d'immoralité publique (96,1%). En 1991, le total des pots-de-vin empêchés par les politiciens était évalué entre 400 et 4500 milliards de lires, l'évasion fiscale pour la même année, était de l'ordre de 170 milliards. Une lourde crise est alors survenue en 1992. Force aurait été de croire que cette remise en question allait enrayer cette spirale frauduleuse. A l'inverse, avec l'augmentation du coût des campagnes et les spots télévisés de plus en plus chers, la situation ne cesse de s'aggraver. Le financement des partis politiques par les entreprises exaspèrent le patronat italien. Si la corruption a longtemps été acceptée comme telle au sein du pays, c'est qu'elle représentait la contrepartie payée à un système politique assurant la stabilité économique italienne. Avec la crise boursière en fond de toile, le pays risque de ne pas se sortir de ce guêpier facilement.

Instabilité chronique

→ Par **M-S. C.**

Romano Prodi est une nouvelle fois sur la sellette. Lundi soir, la formation catholique de l'Udeur a décidé de quitter la coalition au pouvoir. Un départ qui prive le président du Conseil italien de toute majorité gouvernementale. Le parti politique a pris cette décision après la démission de son chef de file, le ministre de la justice Clemente Mastella. L'Udeur ne disposait que de trois sièges au Sénat. Mais cela a suffi à faire basculer la haute assemblée (assemblée nationale, NDLR), où la coalition Prodi n'avait que deux sièges d'avance sur l'opposition. Une situation qui se révèle très tendue, surtout après la motion de censure examinée dès mercredi. Cette crise révèle bien l'instabilité du gouvernement italien puisqu'il y a à peine huit mois, Romano Prodi présentait sa démission au Conseil. A la tête d'une fragile coalition de centre gauche hétéroclite, le Sénat lui avait retiré sa confiance à la suite d'un vote sur sa politique étrangère. Une démission malgré tout refusée par le Président du Conseil. Aujourd'hui, le gouvernement se retrouve fragilisé, et encore une fois proche de l'effondrement. Corriere della Serra, principal quotidien transalpin, a même titré : « Dire que le gouvernement est à son terminus n'est pas un jugement politique, mais une constatation. »



Régularisation minimale

→ par **Alexis Bernard**

Le 7 octobre 2007, une soixantaine de sans-papiers emménageait dans les locaux de Maison Blanche, à Nice. Une quinzaine de familles, toutes dans l'attente de régularisation. Mais pour certains, la situation devient critique. L'Etat accélère les procédures et les expulsions se multiplient.



Derrière les barreaux de la Maison Blanche

Sans papiers, sans toit, mais pas sans espoir. Les associations pour la défense des sans-papiers continuent de se mobiliser et d'accompagner les plus démunis. Car la politique d'immigration du gouvernement rend leurs situations de plus en plus difficiles. Les demandes d'asile s'accumulent, les dossiers compliqués également. C'est le cas des «réfugiés» qui ont investi les locaux de Maison Blanche, centre d'accueil d'un quartier niçois, en octobre dernier. Près de 56 personnes en situation irrégulière dans l'attente de décisions de jus-

tice. Parmi eux, 26 enfants et une quinzaine de familles de nationalité très différente. Cette occupation illégale a rapidement perturbé la tranquillité de ce quartier huppé. «Je n'ai jamais été cambriolé mais désormais je suis sûr qu'un jour j'aurai de la visite», expliquait un riverain dans les colonnes de Nice-Matin. Le Tribunal de Grande Instance a ainsi demandé leur expulsion pour des «raisons de sécurité» (Le bâtiment ne serait pas aux normes). L'ensemble des locataires a donc du quitter les lieux et résident depuis au «clair-meublé», autre hébergement d'accueil temporaire.

Du provisoire qui dure

«Leur situation est vraiment très critique. L'inquiétude de Thérèse Mafféi, de l'Association pour la Démocratie à Nice (ADN), est grandissante. C'est de plus en plus difficile de défendre les dossiers de demandeur d'asile.» La tendance s'est accrue avec les nouvelles mesures du gouver-

nement et un budget (officiel) de 67 millions d'euros pour les expulsions. Croisement des fichiers administratifs, enquêtes policières et vérification des titres de séjour. La politique d'immigration est bien en place. 18 600 personnes ont ainsi été expulsées sur les 25 000 envisagés. A ce rythme, le travail des associations est plus que jamais déterminant. «Nous devons recueillir les familles, les héberger et les soutenir. L'Etat finance quelques centres d'hébergement mais notre rôle est de plus en plus important.» Il est en effet parfois l'unique soutien de personnes dans l'attente de régularisation et de juge-

ment. Les familles de Maison Blanche sont encore dans l'attente. Deux seulement ont été régularisées. Pour un couple algérien installé à Grasse depuis 15 ans, le tribunal a légalisé leur situation, au bénéfice : «d'une vie commune sur le territoire français supérieure à 5 ans.» Mais les bonnes nouvelles n'arrivent

que très rarement. Dans un premier temps, le Tribunal Administratif donne un premier verdict : «d'un point de vue purement juridique, explique la Préfecture des Alpes-Maritimes. L'aspect humain n'est pas pris en compte, il intervient lors du second jugement et des plaidoiries des avocats.» Pour la famille Ragoubi, le premier jugement n'a pas été positif. Malgré le soutien de ses professeurs et camarades, Imen, brillante élève d'origine tunisienne, est menacée d'expulsion; La justice n'a pas pris en compte son état de santé ni sa bonne intégration scolaire (Voir ci-dessous).

Les délais sont parfois longs et plongent beaucoup de foyers dans une précarité problématique. «Nous devons faire face à un autre soucis que les papiers : le logement, explique Thérèse Mafféi. Ce sont des familles entières qui résident dans des centres d'accueil censés être provisoires. Mais dans leur cas, le provisoire a tendance à durer.»

Expulsée ?

→ Par **Prescillia LE BEUX** et **Heddi BOU-DISSA**

Arrivée en France le 2 juillet 2005 pour des raisons médicales, Imen Ragoubi, collégienne d'origine tunisienne, est menacée d'ex-

pulsion. Elle nous raconte son histoire.

Imen, pourquoi es-tu venue en France ?

J'ai malheureusement une maladie des os, et j'ai dû venir en France pour me faire opérer du genou. A Nice, j'espérais bénéficier de soins que je ne pouvais pas avoir en Tunisie.

A partir de quel moment as-tu eu des ennuis ?

Lorsque j'ai voulu me faire opérer, le médecin a refusé car je n'avais pas de numéro de sécurité sociale. Un an après des gens sont venus pour nous conseiller une association mais c'était un piège. C'était en réalité des policiers.

Quelle est ta situation aujourd'hui ?

Vendredi, il y a eu un premier jugement, 25 professeurs sont venus me soutenir mais ça n'a pas suffi. Nous attendons une décision du tribunal. Dans 15 jours je saurai si je suis expulsée en Tunisie ou pas.



Les people en scène

→ par **Anne-Laure Salvatico**

Les célébrités en terre politique. A l'échelle nationale, le concept ne surprend plus. Et sur le plan local, il s'étend. A Nice, Denise Fabre figurera sur la liste de Christian Estrosi pour les prochaines élections municipales.



Christian Estrosi a reçu le soutien de nombreux peuples, dont Denise Fabre.

Jean-Marie Bigard en visite chez le pape aux côtés de Nicolas Sarkozy, Josiane Balasko porte parole des sans-logis rue de la Banque... Aucun doute possible, les personnalités sont devenues de vrais acteurs politiques.

Et comme si l'engagement national ne leur suffisait pas, ils s'impliquent désormais au niveau local. C'est notamment le cas du footballeur Vikash Dhorasoo ou encore de l'acteur Philippe Torreton qui soutiendront Bertrand Delanoë, à Paris. Dernier exemple en date, celui de Denise Fabre. «En tant que Niçoise pur sang», animée depuis toujours par une passion totale pour sa ville natale, l'ex-speakrine a accepté «la proposition de Christian Estrosi : celle de figurer sur sa liste». C'est donc officiel,

elle défendra sa place sur la liste «Nice ensemble». Et selon le ministre candidat à la mairie de Nice, «elle aura un rôle important dans la campagne. Ne serait-ce que pour sa mission de communicante et VRP de la ville».

Rires... communicatifs

Bien loin de la présentation de Télévitrine, Denise Fabre recevra, dans l'hypothèse d'une victoire du candidat UMP, une mission de communication. Ses rires...communicatifs suffiront-ils à remplir une telle tâche ? Christian Estrosi en a fait le pari.

Alors pari politique ou stratégie médiatique ? La question est incontournable. Pour la classe politique les propos sont clairs : instrumentaliser les people ? Jamais ! Si elle fait appel à eux c'est parce

que ce sont des exemples sur le plan local. Uniquement !

Non à la collection de noms

«Le but n'est pas d'avoir une célébrité sur sa liste. Ce qui est intéressant c'est de travailler avec une personnalité qui peut apporter quelque chose à la ville». Patrick Allemand, candidat socialiste aux prochaines élections municipales de Nice est totalement «contre la peopolisation de la politique». Pourtant, sur sa liste, figurent les noms de la comédienne française Sophie Duez et du chanteur du groupe Nux Vomica, Louis Pastorelli. Alors Patrick Allemand le reconnaît : «la notoriété est un plus». Mais cela ne suffit pas. «Il faut que la personnalité soit porteuse de valeurs et d'éthique ». Le son de cloche est le même du côté de l'UMP. « Denise Fabre jouit d'une notoriété incroyable. Mais si nous avons fait appel à elle, c'est pour l'image positive qu'elle donne à la ville », confie une proche de Christian Estrosi. A droite comme à gauche, on ne veut pas entendre parler de la «peopolisation de la politique». Pourtant les rumeurs enflent. Le nom de Gilles Veissière est évoqué pour figurer sur la liste d'Estrosi. Christophe Pina aurait, lui, été approché par les deux camps.

Trois questions à Louis Pastorelli

→ Par **A-L S.**

Louis Pastorelli est un chanteur niçois. En 1989, avec son groupe Nux Vomica, il introduit le «ragga-muffin» dans la tradition musicale nissarde. Ses musiques décalées et ses textes étudiés séduisent. Mais cette année, le chanteur a décidé d'aller faire ses gammes sur un autre terrain. Celui de la politique. Pour les élections municipales niçoises à venir, il défendra la liste du socialiste Patrick Allemand. Entretien.

Vous êtes une personnalité locale. N'avez-vous pas l'impression que l'on vous sollicite uniquement pour votre notoriété ? C'est une stratégie médiatique, c'est sûr. Mais je l'accepte. Si grâce à mon image, je peux contribuer à l'élection d'une personne qui a les mêmes idées que moi cela ne me dérange pas. Les artistes s'impliquent de plus en plus en politique. **Pensez-vous que ce soit leur rôle ?** Un artiste est un citoyen avant tout. Et, c'est le rôle de tout citoyen de s'intéresser à la politique. On doit tous tenter d'apporter «un plus» à la ville où l'on vit. **Comment réagissez-vous au soutien de Denise Fabre à Christian Estrosi ?** C'est un coup médiatique uniquement. Certes Denise Fabre est née à Nice, mais elle ne vit pas ici. Pour s'engager auprès d'une ville, il faut y être attaché.


 Société ★ Mémoire

Mort d'un Poilu

→ par **Pierine Herbin**

Il est parti fleur au fusil, conscient d'avoir participé, bien malgré lui, à ce que l'Homme fait de pire. Dimanche, Louis de Cazenave est mort. Il avait 110 ans. Il était l'un des deux derniers «poilus», le doyen des Français. Portrait.



Ces yeux ont vu l'horreur de la grande guerre

Tranchées sanglantes sur le front, couteaux et baïonnettes tricolores. Qu'il semble loin le temps de la Grande Guerre, de la boue et des exécutions sommaires. Pourtant, un homme a tout vu. Il était dans les rangs. Matricule n°1343. Avec ses camarades, Louis de Cazenave vivait là, tapi dans l'ombre, parmi les rats. A 19 ans, il avait devancé l'appel de 1916. Pour son pays, pour son drapeau. Il avait alors rejoint le 22ème régiment d'infanterie coloniale puis avait été transféré, au gré de ses supérieurs, du 4e au 5e bataillon. Là-bas, il s'était battu au Chemin des Dames, l'une des offensives les plus meurtrières de l'armée française. «C'était un mauvais coin, avait-il l'habitude de dire. Ça bagarrait tout le temps. Il faut avoir entendu les blessés entre les lignes. Ils appellent leur mère, supplient qu'on les achève. C'est une chose terrible». Ce 16 avril 1917, l'attaque de Nivelles fit plus de

28 000 morts. «Ce fut uneoucherie. On nous avait envoyés au casse-pipe». Les premières mutineries françaises éclatèrent le lendemain. Louis savait que plusieurs soldats avaient été fusillés pour rébellion. Lui s'en sortit sans une égratignure. Pacifiste à jamais. En y réfléchissant, il se souvenait des moments de répit. Français et Allemands allaient s'alimenter en eau près d'une source, dans le no man's land. «On avait chacun nos bidons à la main. Je ne parlais pas allemand, mais, d'un simple regard, on se comprenait. Ils étaient logés à la même enseigne que nous. Mais nos officiers n'aimaient pas beaucoup cela. Parfois, ils lançaient une attaque pour couper court à tout rapprochement».

«Pas de croix de bois»

Sitôt démobilisé, en 1919, il avait trouvé un travail comme cheminot dans une compagnie où des emplois étaient réservés aux Poilus. Il avait alors épousé une postière. Elle

lui avait donné trois fils qu'il grondait chaque fois qu'ils disaient les «Boches» au lieu des Allemands. Les honneurs, il n'en avait que faire. «Certains de mes camarades n'ont même pas eu le droit à une croix de bois», s'emportait-il. Alors des hommages nationaux... En 2005, lorsque le Haut Conseil de la mémoire combattante a promis des obsèques au Panthéon pour le dernier Poilu, Louis a failli s'étrangler. «Ca, jamais ! Je veux être enterré avec mes proches et dans la simplicité». En 1995, il avait déjà fallu le supplier pour qu'il accepte la Légion d'honneur. «Je m'en serais bien passé. Tu peux te l'accrocher où je pense», avait-il lancé à son fils. De la guerre, il avait rapporté lui-même ses souvenirs. Deux énormes ogives de 75mm qui trônaient dans le salon, à côté de ses décorations. Pour passer le temps, Louis s'occupait de son jardin, fumait sa pipe. Il ne parlait que très rarement de la guerre. Inutile de ressasser. Même ses enfants ne savaient rien. «Il ne nous en a parlé que très récemment, quand les journalistes ont commencé à venir le voir». Parfois, il fredonnait d'anciens refrains. «C'est à Craonne, sur le plateau, qu'on doit laisser not'peau car nous sommes tous condamnés, c'est nous les sacrifiés». Le 20 janvier dernier, Louis de Cazenave est mort dans son sommeil, fatigué d'une vie longue de deux guerres. Il était parti patriote, mais jurait que «si c'était à refaire, (il) déserrerait, car finalement, rien ne justifie la guerre».

Le der des der

→ Par **P. H.**

Après le décès de Louis de Cazenave, la génération Poilus n'a plus qu'un seul représentant, Lazare Ponticelli. Né le 7 décembre 1897, ce Franco-italien est fier de son parcours. Soucieux de témoigner, il a toujours raconté la guerre dans les écoles. En 1914, il a 16 ans lorsqu'il s'engage dans les rangs. Un mois de classes, puis le voilà au front. «A Soissons, en deuxième ligne». Des horreurs de la guerre, il ne retient qu'une chose : «On tire sur des pères de famille, c'est complètement idiot». En rentrant, il lance l'entreprise «Ponticelli Frères». Une société qui compte 2000 salariés aujourd'hui. Comme Louis de Cazenave, Lazare Ponticelli refuse les funérailles nationales. «Un affront pour ceux qui sont morts sans considération». D'ailleurs, comme chaque année, le 11 novembre dernier, Lazare a rendu hommages aux soldats morts au combat. «Pendant la guerre, un camarade m'a dit : «si je meurs, vous penserez à moi. Je n'ai jamais oublié».

La «Der des der» a fait neuf millions de morts dans le monde et près de 20 millions de blessés, dont la moitié mutilés. En France et en Allemagne, un soldat mobilisé sur six a été tué. La plupart avaient entre 18 et 25 ans.



Société ★ Santé

Bébé : mort subite en déclin

→ par **Sabrina Bonarrigo**

Première cause de mortalité chez les nouveaux-nés, la mort subite du nourrisson représente un décès infantile sur 10. 247 cas ont été enregistrés en France en 2005. Un chiffre en baisse constante depuis 1992 après une campagne de prévention préconisant le couchage dorsal de l'enfant. Une mesure salutaire.



Sur le dos bébé court moins de risques.

Le décès est brutal et peut survenir à tout moment, en voiture, au cours d'une promenade, à la crèche... Un nouveau-né bien portant, couché normalement, peut être retrouvé mort quelques heures plus tard dans son berceau.

La mort subite du nourrisson (MSN) est toujours silencieuse. Elle n'est précédée d'aucun cri, d'aucun pleur. Dans l'affolement, les parents amorcent des gestes de sauvetage... bouche-à-bouche, massage cardiaque, souvent vains. Cette mort soudaine touche essentiellement les

nouveaux-nés âgés de 27 jours à 1 an et de sexe masculin. Deux enfants décédés sur trois en 2005 étaient en effet des garçons.

Délaissant le concept initial de «mort subite du nourrisson», la communauté médicale préfère parler désormais de «morts inattendues». Mais les mystères sanitaires levés sur les causes de ces décès et les multiples campagnes de prévention à destination des parents ont permis d'endiguer ce taux de mortalité. Après une pointe atteinte en 1991 avec 1464 bébés morts par MSN, la baisse s'est avérée significative en 2005. 247 décès ont été enregistrés, soit 32 enfants sur 100 000 naissances. Mais une marge d'incertitude demeure, la moitié de ces décès étant diagnostiquée sans autopsie.

En réponse à ce manque, la Haute autorité de santé a recommandé en 2007 un transfert systématique des corps en milieu pédiatri-

que spécialisé, en vue d'une exploration scientifique.

Bons réflexes

Il est devenu le leitmotiv des pédiatres et de la communauté médicale : toujours coucher un nourrisson sur le dos. «Préconiser le couchage dorsal a été la mesure de santé publique la plus extraordinaire pour la pédiatrie. Ce geste simple a permis de diminuer de près de 80% le décès des enfants par mort subite», explique Jacques Garcia, pédiatre à Nice. Le couchage ventral est donc un geste à proscrire formellement. Pendant plusieurs décennies pourtant, il était recommandé aux parents de coucher les nouveaux-nés sur le ventre pour éviter que le contenu de leur estomac ne reflue dans leurs bronches.

Les accidents de literies sont également une cause significative de mortalité. Risques d'emmaillotement ou d'étouffement, le visage de l'enfant peut se retrouver enfoui sous

une couette, dans un matelas trop mou ou un oreiller. D'autres études soulignent les causes de MSN liées au tabac. «Si la mère a fumé pendant la grossesse et si l'enfant est exposé à un environnement enfumé, le bébé aura nécessairement des problèmes respiratoires, le nez bouché notamment, et il y a donc possibilité d'étouffement», commente Jacques Garcia. Les risques augmentent également lorsque la température de la chambre est élevée. Indispensable ainsi de maintenir une température ambiante de 18° ou 19°C. Côté sécurité, le partage de la chambre avec les parents, tout comme l'utilisation de tétines auraient des effets protecteurs. «Quand le bébé dort dans la chambre des parents, il reste stimulé en toile de fond par les bruits des adultes à proximité», explique la pédiatre Edwige Antier. Il est en revanche fortement déconseillé de dormir avec le bébé sur un canapé. Préférez remettre l'enfant dans son propre lit après l'avoir nourri.

Données

épidémiologiques

→ Par **S. B.**

Les classes sociales défavorisées sont les plus touchées par la mort subite du nourrisson. Un

risque d'autant plus élevé lorsque la mère est jeune, célibataire, avec une fécondité élevée. Les enfants nés de mères héroïnomanes seraient parallèlement plus menacés par la mort inattendue. Si l'on en croit les différentes études, le risque de récurrence au sein

d'une même fratrie apparaît variable d'une analyse à l'autre, de 2 à 10 fois plus.

Le risque est en revanche multiplié de façon beaucoup plus significative par 2 à 4 chez les jumeaux d'enfants morts subitement, et serait particulièrement élevé chez

ceux dont le poids de naissance est inférieur à 2 kg.

Géographiquement, c'est la région Pas-de-Calais qui enregistre le plus fort taux de décès. Elle est suivie par les régions Poitou-Charentes, Champagne-Ardenne et Basse-Normandie.

 Culture ★ Spectacle

Monologue des intermittents

→ par **Gaëlle Tardy**

Droits sociaux qui diminuent. Précarité qui explose. Depuis 2003, les intermittents du spectacle sont en colère. Et ils ne sont pas prêts de se calmer. Le gouvernement Sarkozy a annoncé la baisse du budget général de la Culture et la diminution des subventions.



Les intermittents du spectacle sont toujours en colère !

Toulouse, place du Capitole. Un jeudi après-midi. Des centaines de personnes, banderoles et pancartes sous le bras, manifestent. Les unes derrière les autres, elles reprennent en coeur un seul et même slogan: «Culture au rabais, culture en danger».

Depuis quelques mois, des intermittents du spectacle se donnent rendez-vous chaque jeudi sur la plus grande place de France pour exprimer leur colère. Et faire entendre leurs revendications. «Depuis 5 ans, on se bat pour que le gouvernement revoit sa copie sur la réforme du statut des intermittents. Pour l'instant on n'a rien obtenu et on n'est pas prêts de voir les choses évoluer», explique Christophe, un metteur en scène de Toulouse.

2003: début des hostilités

Tout commence en 2003.

Le gouvernement Chirac, en raison d'un déficit trop important du statut des intermittents, décide de réformer le régime de l'assurance chômage. Les intéressés doivent alors travailler minimum 507 heures sur une période de 10 mois et demi contre 12 auparavant pour prétendre aux Assedic. La période d'indemnisation change elle aussi : 8 mois contre un an auparavant.

La mesure ne passe pas. Les intermittents montent au front. Mais rien ne bouge. Au contraire. En 2006, le Medef serre la vis. Elle exige 43 cachets sur 10 mois au lieu de 12. «Impossible» rétorquent les associations d'intermittents.

La mesure est tout de même adoptée. Résultat : plus de 30 % des intermittents sont exclus du régime spécial et vivent du RMI. Une situation qu'ils jugent inacceptable. Les intermit-

tents profitent alors des présidentielles pour faire entendre leur voix.

Pas d'accalmie avec Sarkozy

Sans succès. En effet, les grandes orientations du gouvernement Sarkozy sur la politique culturelle se veulent restrictives. Diminution du budget général, des subventions. Développement du mécénat et autre forme de financements privés. «Chaque euro dépensé doit être un euro utile» : le ton est donné. Nouveau branle-bas de combat du côté des intermittents. «On ne peut accepter cette situation. On ne peut faire mieux avec moins. C'est l'avenir de la culture française qui est en jeu là», s'emporte Christophe. Pour calmer le jeu, la ministre de la Culture, Christine Albanel, a annoncé le 22 janvier la prolongation d'un an du fond de professionnalisation et de solidarité, financé par l'Etat, destiné à compléter le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle. «Ca ne suffit pas : il faut une véritable réforme de fond. Sinon on va droit dans le mur ! Et nous, on préfère la scène».

Laurent: comédien d'appartement

→ Par **G. T.**

«Je joue souvent deux fois pour une seule rémunération.» Laurent, comédien à Valence, s'est fait une raison. Travailler plus dans son métier ne veut pas forcément dire gagner plus. Il le sait et il s'en accomode. «J'aime trop ce métier pour faire une croix dessus». Reste qu'aujourd'hui ce trentenaire vit dans une relative précarité comme bon nombre de ses collègues. «Je ne me paie pas de vacances, je mange pour pas cher, je fais gaffe à toutes mes dépenses. Mais au moins je joue. Enfin j'essaie car aujourd'hui c'est devenu compliqué de trouver une date». En cause le manque de subventions. «Les communes n'ont plus d'argent pour financer des spectacles». Idem pour les festivals «en voie de disparition». Laurent se débrouille donc autrement. Il se produit dans les appartements privés. Les comédiens ont tout à y gagner. «On a un public réceptif et c'est bien payé. Malheureusement c'est loin d'être la panacée.» Rien ne remplacera la scène, l'ambiance du théâtre». Laurent a donc décidé de s'autoproduire. Il a sa propre compagnie «le cri du sonotone». On monte nous même des pièces. Ses inspirations : Desproges ou encore les Monty Python. Rien que de l'absurde. «Comme mon statut d'intermittent finalement».



J-L Etienne : projet avorté

→ par **Romain Amalric**

L'expédition «Total Pôle Airship» qui devait mesurer l'épaisseur de la banquise au-dessus de l'océan Arctique restera un rêve inachevé. L'explorateur Jean-Louis Etienne a annoncé mardi que sa mission était «compromise», après la chute de son dirigeable le matin même sur une maison du Var.



Le ballon dirigeable de Jean-Louis Etienne s'est déchiré.

Trois ans de travaux et de recherches mis en échec par un seul coup de vent. «Une rafale démesurée», relevée à 170 km/h par la station automatique météo de Fayence, aurait déracinée les pieux qui retenaient l'engin. «C'est comme un chêne centenaire qui se déracine. On s'en sort bien, il n'y a pas eu de victimes» a affirmé Jean-Louis Etienne. Mais pour lui, cet incident signifie la mort d'un projet dans lequel il s'était totalement investi.

Le projet «Total Pole Airship», financé par le grand pétrolier français ne manquait ni d'intérêt, ni de panache. Trois ans auparavant, pour réaliser son nouveau voyage scientifique, Jean-Louis Etienne choisit l'aéronef, malgré tous les risques et les interrogations que cela comporte. Le dirigeable à la manœuvrabilité limitée constitue une excellente solution pour ce genre d'expédition. Un tel vaisseau volant offre une meilleure autonomie

et permet une expédition plus longue. Sa vitesse faible et sa capacité à voler à très basse altitude lui permet des mesures précises. Car au-delà de l'aventure humaine, à moins 35 degrés Celsius, l'intérêt est surtout scientifique : Jean Louis Etienne et son équipe partent mesurer la banquise.

« J'ai envie de chialer »

Equipé d'un appareil de mesure baptisé «EM-Bird», l'engin doit sonder précisément l'épaisseur de la banquise en survolant la glace à seulement 15 ou 20 mètres d'altitude. Une expédition qui doit décoller au mois d'avril 2008 de Troms, au nord de la Norvège et s'élancer au-dessus de la mer de Barents pour atteindre le Spitzberg, où doivent commencer les mesures. Au total, dix mille kilomètres de banquise seront mesurés, ce qui n'a encore jamais été fait en une seule expédition. Indispensable, ce travail aurait dû être effectué par le satellite

Cryosat, dont le lancement a malheureusement échoué en 2005. Il devait apporter une précieuse quantité de données sur la masse de glace actuelle et sa répartition, qui devait servir ensuite à l'étude de l'évolution du climat et de la fonte des calottes. Abattu, Jean-Louis Etienne sait maintenant que la mission Total Pole Airship n'aura pas lieu., précisant : «De toute façon, il n'y en a pas d'autre. J'ai envie de chialer, c'est une énorme déception», a poursuivi l'explorateur en arrivant sur les lieux de l'accident. Le spécialiste des pôles, l'amoureux de l'Arctique ne voulait pas rater l'année polaire internationale 2007-2008. Jean-Louis Etienne défait la glace arctique régulièrement pour en extraire l'adrénaline de l'expédition. Mais le Français est avant tout un scientifique, un amoureux de la nature. Cette fois, les éléments ont mis à mal un de ses plus beaux projets.

L'homme des pôles

→ Par **R. A.**

«Total Pole Airship» n'était pas le premier grand projet du scientifique caennais. Jean-Louis Etienne est connu pour ses expéditions à but scientifique, dont la médiatisation permet de sensibiliser aux thèmes de la connaissance, de la recherche et de la défense de l'environnement. Il a ainsi voyagé dans l'Himalaya, au Groenland, en Patagonie mais surtout en Arctique et en Antarctique où il s'est rendu célèbre avec l'exploit unique à ce jour de la «Transantarctica». Une traversée du continent austral, à pieds avec des chiens, sur 6300 km.

Promu officier de la légion d'honneur en 2006, nommé directeur du Musée océanographique de Monaco en automne 2007, le médecin spécialisé dans la nutrition et la biologie du sport est, à l'instar de Nicolas Hulot, un des symboles français de la protection de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique.

Curieux

Espace Carrare
N° 69 rue de Roquebillière
06300 NICE
Tél. : 04.97.08.28.28
Fax : 04.97.08.28.29

Responsable de la Rédaction :
Marie BOSELLI

Rédacteur en chef :
Christian HUAULT
Secrétaires de rédaction :
Flore BRONGNIART
Maud TAMBELLINI

Rédacteurs en 2ème année à NOUVELLES
et tous les journalistes-professeurs
de NOUVELLES



Le joyau de Joyon

→ par **Xavier Jourdain**

57 jours, 13 heures, 34 minutes et 6 secondes, c'est le nouveau record du tour de monde en solitaire. A bord d'IDEC, un multicoque «ultra-moderne et écologique», Francis Joyon a pulvérisé le précédent record de plus de 14 jours.



Francis Joyon pulvérise le record du tour du monde en solitaire

C'est une véritable prouesse que vient de réaliser Francis Joyon. En écrasant le record d'Ellen MacArthur de plus de 14 jours, le skipper de Locmariaquer a réalisé un parcours d'anthologie. «La mer a décidé de me laisser passer» précise-t-il, soulignant la météo quasi idéale jusqu'à son arrivée au port de commerce de Brest, où près d'un millier de personnes l'attendait.

Seul point noir, un problème de mât, survenu au ... 49ème jour. Un exploit dont le mérite revient à ce barreur aussi timide que costaud. Mais aussi à la performance de son multicoque. Un maxitrimaran long de 30 mètres, parrainé par le groupe IDEC, spécialisé dans la réalisation de projets immobiliers. «Un super bateau, dit-il, qui a un passage harmonieux dans la mer.» A l'origine de cette «merveille des mers», deux

architectes reconnus. Nigel Irens et Benoît Cabaret. Les deux associés n'en sont pas à leur premier coup d'essai. Ils ont déjà à leur palmarès la conception du trimaran d'Ellen MacArthur.

Nigel Irens est une vraie référence dans le monde des multicoques. «Il a l'expérience et l'intuition. De mon côté, j'apporte une approche plus scientifique et les derniers outils en date» explique Benoît Cabaret. Fort de leurs précédentes expériences communes, les deux architectes ont conçu un «monstre à record» à l'allure très simple.

Moderne et écologique

Comparé aux dernières réalisations, l'IDEC est plus long et plus léger. Soit 29,7 mètres pour un peu plus de 10 tonnes. Un gain de poids exigé par le skipper. Ainsi tous les gadgets techno-

logiques pour obtenir de la vitesse ont été supprimés. A l'intérieur de l'espace de vie, pas de chauffage ni séchage, pas de moteur thermique pour chauffer le bateau. Une éolienne, des panneaux solaires et une pile combustible sont là pour alimenter le trimaran en énergie. «Une petite pierre apportée à la protection de l'océan» relate le navigateur.

Ce gain de poids est indispensable pour optimiser la puissance du multicoque pour une course en solitaire. «La puissance vient de la largeur du trimaran. Pour un solitaire, cette puissance est difficilement exploitable. Nous avons donc opté pour un trimaran plus étroit offrant moins de puissance, mais en obtenant en contrepartie un gain de poids» analyse l'ingénieur. Une coque plus longue mais aussi plus étroite, permettant de réduire la traînée à l'arrière du trimaran, indispensable pour affronter les Mers du sud» analyse Nigel Irens. Ce concept d'allongement et de réduction du poids a donc permis d'optimiser au maximum la vitesse de 50% et la stabilité du trimaran. Un bateau à l'image de son barreur, simple, mais aux capacités surprenantes.

A qui le tour ?

→ Par **X. J.**

Qui sera le prochain à défier le record de Francis Joyon ? Nombreux sont ceux à vouloir lui succéder. Parmi eux, la reine de l'océan, Ellen MacArthur, précédente détentrice du record. Pas rancunière, elle n'exclut pas de se remettre derrière la barre pour récupérer le record de Francis Joyon.

De son côté, le skipper du Morbihan a estimé que le chrono pouvait être encore battu. «La barre des 50 jours pourraient être atteinte à un moment ou à un autre» souligne le marin supersonique. Il a même un nom en tête pour atteindre ce nouveau cap. Le Sodeb'O de Thomas Corville, long de 32 mètres et plus sophistiqué que l'IDEC. Encore une réalisation Irens-Cabaret! D'autres noms circulent également dans le milieu de la navigation. Franck Cammas et son équipage qui pourraient, pourquoi pas, s'attaquer au record à bord de leur Groupama 3, auteur de 4 records sur l'Atlantique, en 4 tentatives. Le chasseur de record Jean-Luc Van den Heede a tout de même souligné le «non-intérêt» de cette nouvelle tentative. «Si on s'attaque à ce record, on n'est pas sûr de pouvoir le battre. A quoi bon partir alors ?»



Sport ★ Coupe d'Afrique

Attaque-défense

→ par **Candice Rolland**

Jusqu'au 10 février, le continent africain vivra au rythme des matchs de la Coupe d'Afrique des Nations au Ghana. Un engouement populaire incontesté. Un casse-tête pour les clubs européens. Cette compétition est le reflet de l'ambiguïté de la relation entre le football africain et européen.



20 janvier - 10 février 2008

Le championnat de France est le plus faible parmi les cinq grandes nations européennes. Il est aussi celui qui contient le plus de joueurs africains. Que dire alors de son niveau chaque mois de janvier des années paires ? Cette année, 44 des pensionnaires africains de Ligue 1 ont été appelés à défendre leurs couleurs nationales. Alors même que certains sont des titulaires indiscutables en club. Des étoiles pour une bannière. Difficile dès lors, de les remplacer au mercato par des joueurs au rendement immédiat. Au contrat longue durée. Délicat,

d'éviter la comète. Parce que Lens n'est pas Chelsea, Maoulida remplace Dindane. Outre-Manche, c'est Anelka qui comble le vide laissé par Drogba. Symptomatique.

Ce sont donc cinq journées de Ligue 1 qui vont se jouer sans les relances de Romaric (Le Mans), les percées de Koné (Nice) et l'adresse de Niang (Marseille). Cinq matches qui peuvent tout changer.

Frénésie ghanéenne

Frustration et colère au nord, enthousiasme et ferveur au sud. Au Ghana, la vie s'arrête à chaque match. La Terre ne continue de tourner que parce qu'au fond, elle n'est qu'un ballon géant. Pas une vitrine de magasin, pas un vendeur ambulancier, pas un amateur de football qui ne cède à la frénésie. Tous arborent le drapeau national. Tous vénèrent le héros local : l'ex-Lyonnais Michael Essien. Le Ghanéen fait parti de ces joueurs africains qui font de la CAN un rendez-vous international. Fin de l'ostracisme.

Weah, Milla, Pelé sur plusieurs éditions, Eto'o, Drogba, Kalou, Kanouté, Diarra en une seule, la compétition est chaque fois plus relevée. Leur formation européenne explique cette évolution. Leur présence dans des clubs prestigieux la justifie.

Argent, succès et gloire qui s'ouvrent aux perles africaines suscitent espoir et rêve chez les jeunes footballeurs. Un joueur africain est bon marché. Un jeune joueur est presque gratuit. Le « prix » d'un jeune joueur africain est insignifiant. Aussi, les intermédiaires peu scrupuleux se multiplient. On parle même de traite des jeunes footballeurs. A 13 ou 14 ans, ils se retrouvent loin de chez eux, déracinés et perdus. Les très rares chanceux intégreront des équipes professionnelles, les nombreux autres plongeront dans la clandestinité ou rentreront sans gloire au pays.

La Fifa cible l'exode

Un fléau que la Fifa est bien décidée à enrayer. « Gagner en Afrique, avec l'Afrique » est un

projet de 50 millions d'euros destiné à contenir l'exode des jeunes joueurs africains par la structuration du football continental. Les clubs européens signent des partenariats avec des écoles africaines. Ainsi, l'Olympique de Marseille pense à s'associer avec l'école de football de Port Gentil au Gabon. Un moyen sûr d'éviter les agents intermédiaires douteux.

Une CAN tous les deux ans permet la structuration et la professionnalisation dont le football africain a besoin. Un mouvement que ne peuvent impulser les ligues, trop fébriles financièrement.

La CAN divise donc. Les clubs européens se heurtent aux instances du foot qui veulent maintenir la compétition dans sa formule actuelle. Premier pas vers l'apaisement : l'édition 2010 en Angola débutera une dizaine de jours plus tôt. La CAN rapproche aussi. On attend la visite d'un million de personnes au Ghana pendant les trois semaines de compétition.

Une paix peu prospère

→ Par **C. R.**

Si le Ghana devient la capitale du foot africain pour trois semaines, les retombées extra-sportives sont

minces. Pour cette nouvelle édition, le pays a investi 105 millions d'euros pour la construction de quatre stades. Pourtant, le retour sur investissement va être difficile. Les enceintes sont désertées pour cause de billets trop chers.

Le business engendré par la CAN ne concerne que les entreprises privées et les autorités locales des villes-sites. Pas d'effet de masse. Pis, la seule conséquence financière importante est la flambée des prix à +35%. Les seules retombées ré-

gulièrement constatées à chaque édition résident dans l'apaisement des tensions politiques. En 2002, la CAN a permis au Mali d'en finir avec l'incertitude politique au profit d'une forte affirmation patriotique. La paix avant les deniers.

 Sport ★ Phénomène

Le roi du slalom

→ par **Paul Couilloud**

Jean-Baptiste Grange a remporté, dimanche, son troisième slalom de la saison. Il consolide ainsi sa première place au classement mondial de la spécialité. À 23 ans, le skieur de Valloire est le grand espoir du ski français.



Jean-Baptiste Grange, nouvelle vedette du ski français

Grange est parfait ! Un grand athlète, au style sûr et d'une grande technicité». La remarque serait anodine si elle ne venait pas de Benjamin Raich, vainqueur de la coupe du monde de slalom 2007. Jean-Baptiste Grange est entré dans la légende ce week-end. Il s'est imposé dans le slalom de Kitzbühel, le temple du ski. Il aura désormais son nom inscrit sur l'une des télécabines de la station. Son bilan est remarquable cette saison : quatre victoires, trois en slalom et une en super combiné (une descente et une manche de slalom). Cinquième du classement général et premier en slalom.

Pas de quoi attraper la grosse tête. Son père, Jean-Pierre Grange, rappelle que «sa famille vient du milieu montagnard. Jean-Baptiste sait d'où il vient. Sur chaque épreuve, il est toujours accompagné

par Annick, sa maman, ou par moi». S'il domine autant le slalom cette saison, c'est grâce à son mental d'acier. À Alta Badia, Wengen et Kitzbühel, le Français est en tête à l'issue de la première manche. Résistant à la pression, son calme et son intelligence lui permettent de gagner ces trois épreuves.

«À ses débuts internationaux, Jean-Baptiste assurait ses courses afin d'arriver en bas et de glaner des points». À force de prendre de l'expérience, il prend de l'assurance et le déclic arrive en décembre 2005. Il remporte le slalom du combiné de Val d'Isère et finit quatorzième. J.P. Grange précise que «c'est à ce moment-là que nous avons tous pris conscience des capacités de JB».

Humilité et simplicité

Le jeune homme est arrivé très tôt dans le monde du ski. Ses parents ont tous les deux

effectué une saison de coupe du monde. Et puis, avec son frère et sa soeur, ils ont écumé les pistes de Valloire. Toujours classé parmi les meilleurs français, il s'est retrouvé dans un lycée à Albertville en section sportive. Il y obtient le bac Scientifique. Après ses études, il s'est directement impliqué dans sa carrière de sportif de haut niveau.

Ce qui plaît avant tout chez lui, c'est sa simplicité et son humilité : «Je commence seulement à réaliser que j'entre dans le bottin des grands skieurs français». Ces qualités sont la marque des grands. Yves Dimier, directeur technique alpin, est catégorique : «il a tout d'un grand : technique, physique, mental». Cette année devait être la confirmation de son talent, c'est une complète réussite. Sur un petit nuage, il garde la tête sur les épaules. Et si les blessures ne viennent pas gâcher sa carrière, le ski français a trouvé son fer de lance des années à venir.

Les A.M. : terre de champions

→ Par **P. C.**

Malgré un nombre limité de stations, les Alpes-Maritimes fournissent de nombreux espoirs du ski français. Derniers exemples en date, Marion Bertrand et Mathieu Faivre. Quelques années de différence, mais deux talents indéniables. À 22 ans, la skieuse d'Auron est en équipe de France A. Un objectif pour Mathieu Faivre, 16 ans, licencié à Isola 2000. Le jeune homme est triple champion de France des minimes 2007. Du géant, du super géant et du combiné. Actuellement, il est considéré comme le meilleur cadet national. Il a déjà gagné deux courses pour ses débuts internationaux cette saison. D'après Christian Guémy, responsable du ski alpin au comité régional de la Côte d'Azur, «la France n'avait pas connu de cadet aussi bon depuis de nombreuses années». Quant à Marion Bertrand, apparue en 2002 en coupe du monde, elle s'est déjà classée à de nombreuses reprises dans le top 20 mondial. Christian Guémy annonce d'ailleurs «qu'elle a le potentiel pour intégrer le top 10». Il ne reste plus qu'à confirmer. D'autre part, les Alpes-Maritimes accueilleront les championnats de France cette année. Entre le 19 et le 27 mars prochain, Auron sera la ville hôte de cette compétition. Toutes les épreuves s'y tiendront sauf les slaloms qui auront lieu à Isola 2000.